

MARCHE PUBLIC GLOBAL SECTORIEL

ANNEXE 2 AU CCAP

EDIFLEX

**Conception, construction, aménagement, entretien,
hôtellerie et la maintenance, pour une opération
comprenant la création d'un Centre de Rétention
Administrative (CRA) et d'une Annexe de Justice en
Loire-Atlantique**

Table des matières

1 - OBJET DE LA PRESENTE ANNEXE.....	3
2 - RÔLE DES ABONNES.....	3
2.1 - Le Maître d'Ouvrage et/ou l'AMO.....	3
2.2 - Le TITULAIRE Mandataire.....	3
2.2.1 - Mandataire.....	3
2.2.2 - Les Entreprises cotraitantes.....	3
2.3 - Soleo.....	3
2.4 - Ediflex.....	4
3 - INTERFACE AVEC LE SERVEUR CHORUS PRO.....	4
4 - OBLIGATION DE DISCRETION.....	6
5 - GESTION ELECTRONIQUE ET ARCHIVAGE DES INFORMATIONS SUR LE SERVEUR.....	6
6 - CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DU SERVICE.....	6
6.1 - Authentification de l'abonné.....	6
6.2 - Emission d'information.....	6
6.3 - Réception d'information.....	6
6.4 - Edition d'information sur support papier :.....	6
6.5 - Convention sur la preuve :.....	6
7 - FACTURATION DU SERVICE EDIFLEX.....	7
8 - MODALITE DE MISE EN ŒUVRE.....	7

1 - OBJET DE LA PRESENTE ANNEXE

La présente annexe fixe un cadre juridique à l'utilisation du service électronique de traitement, d'archivage et d'échange d'information EDIFLEX mis en œuvre pour la gestion dématérialisée de la facturation du Marché en accord avec le Maître d'ouvrage.

La mise en place de ce service d'échange électronique d'information entre les acteurs du chantier a pour but:

- De faciliter la mise en œuvre de l'obligation de dématérialisation des factures pour les marchés publics (article L2192-1 du Code de la Commande Publique).
- D'éviter les litiges ou retards :
- En sécurisant le calcul des montants financiers (Respect des conditions financières des marchés et des règles en vigueur dans les marchés publics),
- En standardisant la présentation des documents,
- En permettant à chacun de suivre sur écran les documents qui le concernent dans la chaîne des intervenants,

De réduire les coûts de gestion administrative des situations de travaux pour tous les acteurs.

2 - RÔLE DES ABONNES

2.1 - Le Maître d'Ouvrage et/ou l'AMO

Il valide les DPGF des entreprises (Décompositions du Prix Global et Forfaitaire des marchés) ou les bordereaux de prix (marchés à prix unitaires).

Il vérifie les situations de travaux du groupement TITULAIRE.

2.2 - Le TITULAIRE Mandataire

2.2.1 - Mandataire

En qualité de mandataire du groupement, ce dernier gère la répartition des couts éventuels de la solution EDIFLEX entre les cotraitants de son groupement.

Pour la facturation de son groupement, établi et valide les avancements ; valide les attestations de paiement direct. Pour le suivi de la facturation des entreprises cotraitantes :

- Il vise pour accord les DPGF, les bordereaux de prix.
- Chaque mois, il vérifie les situations de travaux des entreprises. Il peut prendre l'initiative de corriger des avancements, appliquer des retenues ou remettre la situation en saisie au niveau de l'entreprise.

2.2.2 - Les Entreprises cotraitantes

Elles consultent les conditions financières de leur marché puis saisissent leurs DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire) ou les bordereaux de prix.

Elles présentent leurs situations par saisie de leurs avancements de travaux et indiquent les montants à payer à leurs sous-traitants.

L'entreprise mandataire du groupement conjoint vérifie les situations présentées par ses cotraitants.

2.3 - Soleo

Soleo, dans le cadre d'un accord de distribution, souscrit le service à la société Ediflex (éditeur).

Soleo assure :

- La mise en place du service, prépare les accès de l'ensemble des intervenants du chantier et paramètre l'ensemble des marchés qui restent toujours soumis à la vérification et validation de la MOA.

Cette mise en place initiale est réalisée sur la base de fichiers d'échange fournis par le MOA

- Des webinars mensuels pour guider les utilisateurs sur l'utilisation d'EDIFLEX

2.4 - Ediflex

La société assure les prestations suivantes :

- Maintenance technique du service, suivant les fonctionnalités décrites dans les manuels utilisateurs accessibles en ligne sur le serveur,
- Assistance téléphonique pour les abonnés : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et 14h00 à 18h00 (vendredi, à 17h00), en dehors des heures de bureaux les abonnés peuvent émettre des messages électroniques qui seront traités dès réception pendant les heures de bureau.

La société EDIFLEX garantit un service accessible en temps partagé sur le serveur tous les jours ouvrables de 7h à 20h (du lundi au vendredi, hors jours fériés), avec un taux minimal de disponibilité supérieur à 95 %.

3 - INTERFACE AVEC LE SERVEUR CHORUS PRO

L'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 rend obligatoire la facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination des établissements publics, l'État et les collectivités territoriales.

Depuis janvier 2019, le service EDIFLEX prend en charge le dépôt, la transmission et la récupération des factures dématérialisées sur le serveur Chorus Pro, serveur mis en œuvre par la DGFIP et l'AIFE (Direction Générale des Finances Publiques et Agence pour l'Informatique Financière de l'État).

- Ainsi, lorsque l'abonné titulaire d'un marché valide sa situation pour présenter sa demande d'acompte, le service EDIFLEX déposera aussitôt une copie de cette situation présentée sur le serveur Chorus PRO,
- Lorsque le Maître d'ouvrage valide la situation pour en accepter le paiement, le service EDIFLEX déposera aussitôt une copie de cette situation acceptée sur le serveur Chorus Pro.

Paramétrage de cette interface :

En début d'opération, les abonnés titulaires d'un marché dans Ediflex devront paramétrer cette option dans leur fiche organisme EDIFLEX (en suivant les indications fournis lors de leur formation). Ils auront besoin notamment de renseigner les éléments suivants :

- Code structure (SIRET) + Code service permettant à Ediflex d'identifier l'entreprise titulaire.
- Login technique + Mot de passe permettant à Ediflex de se connecter sur Chorus Pro

Si le Maître d'ouvrage souhaite transmettre une facture Chorus par bénéficiaire, le titulaire du marché devra fournir en plus de ses propres coordonnées Chorus, celles de ses sous-traitants.

La maîtrise d'ouvrage devra également paramétrer cette interface dans EDIFLEX.

Le titulaire fournira au maître d'ouvrage les identifiants de l'utilisateur technique (2°) afin que ce dernier implémente le raccordement dans EDIFLEX :

- le code structure (SIRET)
- le login de l'utilisateur technique (de la forme TECH_000000000000@cpp2017.fr)

- le mot de passe de l'utilisateur technique

Le login et le mot de passe de l'utilisateur technique ne permettent pas à un tiers d'accéder au compte CHORUS PRO du titulaire mais seulement à EDIFLEX et CHORUS PRO de communiquer lors des dépôts de situations. Les accès au compte CHORUS PRO demeurent privés.

Le titulaire ne devra en aucun cas faire de dépôt de situations dans CHORUS PRO directement, sans passer par EDIFLEX.

Le maître d'ouvrage pourra toutefois décider unilatéralement de ne pas mettre en place la gestion dématérialisée des paiements décrite ci-dessus. A sa demande expresse et seulement dans ce cas-là, le circuit de présentation des projets de décompte par le titulaire sera celui décrit ci-dessous. En tant que de besoin, le titulaire joindra à son projet de décompte une copie des factures des sous-traitants.

- Soit, les factures ou situations seront déposées directement sur le portail CHORUS PRO selon la phase (circuit dématérialisé CHORUS PRO),
- Soit les factures ou situations seront remises en main propre lors des réunions de chantier ou adressées en lettre recommandée avec accusé de réception à une adresse qui lui aura été communiquée (circuit physique).

Les factures sont établies par le titulaire en langue française et portent au moins les indications suivantes :

- L'identification du titulaire : raison sociale, adresse et SIRET ;
- La date d'émission de la facture et numéro de facture ;
- Le service bénéficiaire de la prestation service prescripteur ;
- Le numéro de référence et date du bon de commande ;
- La désignation des prestations ;
- Le décompte des sommes dues ;
- La nature des prestations
- Le prix de base hors révision et hors taxes, le montant de la TVA et le montant TTC.

La date de réception de la facture par la Personne publique ne peut en aucun cas être antérieure au service fait.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes fixées lui sera retournée, le délai global de paiement étant alors interrompu.

Un RIB conforme à celui indiqué lors de la notification est joint à l'envoi. En cas de changement de RIB en cours d'exécution du marché, celui-ci doit être transmis sans délai au pouvoir adjudicateur afin d'éviter toute rupture dans les paiements.

4 - OBLIGATION DE DISCRETION

Les documents ou renseignements fournis par les entreprises, ainsi que les états, études et documents provenant de leur traitement par le service Ediflex sont couverts par le secret professionnel.

En particulier, aucune communication ne pourra être effectuée à des tiers, sauf autorisation expresse.

La société Soleo et la Société Ediflex s'obligent à respecter de façon absolue cette obligation au secret et à la faire respecter par son personnel.

5 - GESTION ELECTRONIQUE ET ARCHIVAGE DES INFORMATIONS SUR LE SERVEUR

Les situations sont téléchargeables pendant toute la durée de l'opération jusqu'à la date de fermeture du service définie par la Maîtrise d'Ouvrage.

Une fois le chantier archivé, les situations restent téléchargeables par la Maîtrise d'Ouvrage.

6 - CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DU SERVICE

Les informations échangées avec les autres intervenants à travers le service ont pour but de réduire les échanges de documents sur support papier ; elles présentent donc la même valeur juridique que les informations contenues dans les documents sur support papier qu'elles remplacent.

A cet effet, l'abonné au service reconnaît explicitement l'application des paragraphes suivants :

6.1 - Authentification de l'abonné

L'accès au service par son code d'accès et son mot de passe confidentiel implique l'authentification de l'abonné vis à vis des informations qu'il émet.

6.2 - Emission d'information

Les informations que l'abonné transmet à travers le service lui sont opposables jusqu'à preuve d'un dysfonctionnement du service.

Les validations des marchés et des situations de travaux, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par ce service, valent expression de la volonté de celui qui les a effectuées.

6.3 - Réception d'information

Les informations qui sont communiquées à l'abonné à travers le service lui ont été réellement transmises, charge à lui de les consulter en accédant au service sauf constat que cet accès ne lui était matériellement pas possible,

Les validations par un intervenant des marchés et des situations de travaux, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par ce service, valent accusées de réception pour l'intervenant suivant.

6.4 - Edition d'information sur support papier :

Pour des raisons juridiques, certaines informations archivées dans le serveur pourront nécessiter une édition sur support papier pour signature, par exemple le décompte général définitif.

6.5 - Convention sur la preuve :

Par dérogation aux règles de preuve figurant au Code Civil et par l'application de l'article L110-3 du Code du Commerce, les parties déclarent que les informations délivrées par le service EDIFLEX font foi entre elles tant

qu'aucun écrit contradictoirement authentifier, venant remettre en cause ces informations informatisées, ne sera produit.

En particulier, l'entreprise titulaire d'un marché reconnaît explicitement par le présent document que :

- Les attestations de paiement direct de ses sous-traitants, tel qu'éditées par le Maître d'ouvrage à l'aide du service EDIFLEX, sont des documents qui l'engagent, sans nécessité d'une signature manuscrite par l'entreprise titulaire dans la mesure où le montant des travaux base marché à payer au sous-traitant n'a pas été modifié par un tiers lors du contrôle de la situation présentée.
- Dans le cas contraire, la mention « après correction du montant des travaux base marché proposé par nous-mêmes » apparaîtra sur l'édition issue du service EDIFLEX avant la somme à payer. Dans ce cas seulement, l'entreprise devra signer le document pour accord.
- Sauf indication contraire par lettre recommandée avec accusé de réception, les paiements effectués aux sous-traitants par le Trésorier sur la base de ces documents ne sauraient donner lieu à contestation ultérieure dans la relation susceptible d'intervenir entre l'entreprise et ses sous-traitants, ceci pour tout marché passé avec le Maître d'ouvrage et géré dans le service EDIFLEX.

Dans le cas des transmissions à distance de données, les éléments tels que la date d'émission ou de réception ainsi que les données transmises feront foi par priorité telles que figurant dans les systèmes d'Ediflex ou telles qu'authentifiées dans ses systèmes par les procédures informatisées systèmes d'Ediflex

7 - FACTURATION DU SERVICE EDIFLEX

Le service est à la charge du Maître d'ouvrage.

8 - MODALITE DE MISE EN ŒUVRE

Le règlement des comptes est effectué conformément à l'article 12 du CCAG-Travaux complété des dispositions ci-dessus.

Pour le paiement des sous-traitants, il est fait application de l'article L2193-10 du Code la commande publique.

La gestion des paiements sera dématérialisée par le recours à une plateforme d'échanges que la maîtrise d'ouvrage aura mise en place. Le non-respect de cette modalité de dépôt des demandes de paiement entraînera automatiquement leur rejet.

Le titulaire du marché présente ses projets de décompte et demandes d'acompte mensuel, ainsi que les factures de ses sous-traitants agréés et admis au paiement direct, par le biais de la plateforme EDIFLEX. La connexion au service est accessible à l'adresse suivante :

<https://www.ediflex.com/Login.jsp>

La saisie des avancements constatés à chaque fin de mois sur la DPGF dématérialisée (ou sur la DPGF dématérialisée synthétique accompagnée, en pièce jointe, de la DPGF complète du marché avec ses avancements – au format .pdf, .xls, etc.) revêtira pleinement la valeur d'une remise de projet de décompte soumis à la validation de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

Au préalable, le titulaire aura procédé à la « renormalisation » de la DPGF/DQE au format .slk pour injection dans EDIFLEX ou à la création de la DPGF/DQE identique au marché directement dans l'environnement web de la plateforme EDIFLEX.

Le délai de paiement court à partir de la date d'envoi au MOA des avancements, valant projet de décompte, conformément au cahier des charges et non sujette à contestation ou rectification dans EDIFLEX.

Le titulaire saisit son projet de décompte final dans les conditions décrites au CCAP ;

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux, un projet de décompte général transmis par le titulaire du présent marché ne peut faire l'objet d'une approbation tacite par la MOA et ainsi devenir le décompte général et définitif.